

DE NOUVELLES RESPONSABILITÉS...

La victoire de la C.G.T.-Force Ouvrière aux élections à la Sécurité Sociale confère à notre organisation et à ses militants de nouvelles responsabilités auxquelles il va bien falloir faire face.

D'une certaine manière, la presse, le gouvernement lui-même l'ont relevé: la victoire de notre organisation consacre la faillite de la politique voulue par le gouvernement et mise en œuvre avec la collaboration de la C.F.D.T., de la F.E.N. et de la C.G.T. depuis 1981. Autrement dit, le 19 octobre, C.F.D.T., F.E.N. et C.G.T. ont subi un échec cuisant.

Dès le lendemain des élections, la C.F.D.T., par la voix d'Edmond Maire, a confirmé qu'elle ne changerait pas de politique et qu'elle poursuivrait dans la voie de ce qu'elle appelle pompeusement son «*projet de société*» (une sorte de «*révolution nationale*» bis).

C'est dire que ceux qui, ça et là, rêvaient d'un rapprochement avec la C.F.D.T. devront en faire leur deuil... Toute tentative de rapprochement politique entre des organisations Force-Ouvrière et C.F.D.T. constituerait une véritable forfaiture à l'égard de millions de travailleuses et de travailleurs qui, le 19 octobre 1983, nous ont fait confiance.

Par son vote, la classe ouvrière a massivement désavoué l'ensemble de la politique gouvernementale. En premier lieu, elle a signifié clairement sa condamnation sans appel de la politique d'austérité mise en œuvre, avec un cynisme sans pareil, par le principal ministre de la C.F.D.T., l'ancien conseiller social de Jacques Chaban-Delmas.

Mais si la classe ouvrière, dans un régime démocratique, peut s'exprimer par le moyen du bulletin de vote, elle peut également, si elle n'est pas entendue, agir par d'autres moyens tout aussi légaux mais, par ailleurs, plus efficaces.

Le recours à la grève demeure «*l'arme ultime*» à laquelle il faudra bien recourir pour empêcher la poursuite d'une politique insensée de «*déflation*» fondée sur la volonté affichée de diminuer le pouvoir d'achat des travailleurs et conduisant à multiplier dramatiquement le nombre des chômeurs (que, par ailleurs on «*clochardise*» en les privant progressivement de tout statut social).

On peut être assuré que la classe ouvrière française, héritière d'un riche passé, ne laissera pas, sans réagir, condamner des dizaines de milliers d'hommes et de femmes à la misère et à la déchéance sociale.

En ce sens, les résultats des élections à la Sécurité Sociale ne sont que les prémices d'une lutte sans merci qui va s'engager contre l'ordre moral que prétend instituer l'actuel gouvernement.

Déjà des travailleurs se mobilisent pour défendre le droit à l'instruction publique proclamé par la *Commune de Paris*.

Déjà des grèves éclatent, pour le pouvoir d'achat, contre la montée du chômage engendrée par la mise en œuvre d'une politique réactionnaire.

Parallèlement, de plus en plus nombreux sont les démocrates qui s'interrogent sur la nature d'insti-

tutions qui confinent la représentation parlementaire dans une sorte de parlement croupion où on peut discuter de tout et de rien sauf des intérêts de la classe ouvrière.

Comme on le voit, les conditions d'une extraordinaire explosion sociale sont, d'ores et déjà, réunies et rendent quasi inévitable la naissance d'affrontements sociaux qui seraient nécessairement violents et, pourquoi le cacher, lourds de dangers politiques.

Seul, le gouvernement, par un changement radical de politique, pourrait inverser le cours des choses. Mais le veut-il... le peut-il?

On peut être assuré que la C.G.T.-F.O., forte de la confiance de millions de travailleurs, forte de son indépendance qu'elle saura maintenir en toutes circonstances, assumera toutes ses responsabilités.

Alexandre HÉBERT.
